

# Le « Frente Popular » porteur d'espoir et de progrès

## La société espagnole

La guerre civile naît après des décennies d'instabilité et de perturbations politiques parfois violentes, sur fond de retard économique et social : analphabétisme, injustices, poids excessif de l'Eglise et de l'armée. Les terres agricoles sont majoritairement aux mains de grands propriétaires alors que les petits paysans vivent misérablement. Les industries exportent peu. Dès la fin du XIXe siècle, des Espagnols émigrent pour trouver une vie meilleure. Des conflits régionaux (autonomistes) ou sociaux (grèves), des querelles idéologiques sanglantes s'opposent au développement économique du pays. La grippe espagnole (1918) et la crise économique de 1929 aggravent la misère.

## Monarchie agonisante Première République dictature de Primo de Rivera

Après le départ forcé d'Isabelle II en 1868, l'Espagne connaît une alternance de régimes politiques, sur fond de conflits entre prétendants au trône, rebellions républicaines et autonomistes, révoltes paysannes et ouvrières : première monarchie constitutionnelle en

1869, règne d'Amédée Ier (1871-1873), puis proclamation de la Première République par le Parlement en 1873. Mais les espoirs de progrès sont déçus et les conflits persistent. Le pouvoir central, dirigé par le général Serrano, reste impuissant. Le coup d'état du général Martínez-Campos permet l'arrivée du roi Alphonse XII (1875) et une autre constitution (1876). Durant le règne de son fils Alphonse XIII (1902), malgré sa neutralité durant la première guerre mondiale, l'état du pays est critique, aggravé par la perte des colonies d'Amérique latine et une défaite dans le Rif contre des tribus marocaines. Le 13 septembre 1923 le général Miguel Primo de Rivera devient Premier ministre grâce à un coup d'Etat et instaure une dictature qui échouera également ; il s'exile en 1930 ainsi que le roi en 1931.

## Le « Frente Popular » (Front populaire) et la Seconde République

En août 1930 se constitue le Front Populaire sur la base d'un programme démocratique (pacte de San Sebastian), coalition hétérogène composée d'un large éventail politique et social. Il gagne les élections municipales du 12 avril 1931 dans les grandes villes ; la Seconde République est proclamée (14 avril). Le roi se retire. Le 28 juin 1931, républicains et socialistes

trionnent aux Cortes (parlement). Une nouvelle constitution démocratique, laïque et sociale est approuvée, reconnaissant l'autonomie de certaines régions. Manuel Azaña est nommé président du conseil ; soucieux de l'unité, il mène des réformes et limite la puissance de l'armée et de l'Eglise. Le général Sanjurjo, d'abord favorable à la république, s'oppose à la politique menée ; avec l'aide d'autres conspirateurs, il tente le 12 août 1932 un coup d'état qui échoue et s'exile au Portugal. Octobre 1934, les Asturies se révoltent. 16 février 1936, la coalition du Frente Popular, menée par Manuel Azaña, gagne les élections aux Cortes. Manuel Azaña devient chef du gouvernement puis président de la République jusqu'en 1939.

## Le contexte international

L'Italie de Mussolini, le Portugal de Salazar, l'Allemagne de Hitler sont dirigés par des régimes fascistes, opposés aux démocraties libérales comme au collectivisme, donc au Frente Popular espagnol. En France, le gouvernement socialiste de Léon Blum, issu du Front Populaire, soutient avec sympathie son homologue espagnol. Quant au gouvernement britannique de Chamberlain, il s'inquiète des risques de « révolution communiste » en Espagne. L'attitude de l'URSS est complexe ; malgré la présence de communistes dans le Frente Popular, Staline pense avant tout aux intérêts diplomatiques et militaires soviétiques.

1936 - 1940  
Guerre, exil, solidarité  
**Espagne**

Les réfugiés espagnols  
en Finistère  
et dans le pays de Morlaix

**Bretagne**

## Chronologie

### 1936

17 et 18 juillet : insurrection militaire nationaliste  
24 juillet : Burgos devient le siège des nationalistes  
30 juillet : les avions allemands et italiens viennent aider les nationalistes  
8 août : la France ferme sa frontière avec l'Espagne  
4 septembre : la ville d'Irun (Pays Basque) est prise par les nationalistes  
9 septembre : conférence de Londres sur la non intervention en Espagne  
1<sup>er</sup> octobre : Franco est nommé chef du gouvernement nationaliste ; autonomie Pays Basque  
22 octobre : création des Brigades Internationales ; accord républicains-Komintern  
7 au 23 novembre : première bataille de Madrid ; échec de Franco  
18 novembre : l'Allemagne et l'Italie reconnaissent le gouvernement de Franco

### 1937

6 au 28 février : échec offensive Franco sur Madrid, bataille du Jarama  
8 février : prise de Malaga par les Italiens  
8 mars : bataille de Guadalajara  
26 avril : bombardement de Guernica  
3 mai : insurrection d'anarchistes écrasée à Barcelone par les autorités républicaines  
17 mai : gouvernement républicain de Negrin  
19 juin : prise de Bilbao (Pays Basque) par les nationalistes  
21 octobre : conquête des enclaves atlantiques républicaines par les franquistes  
28 octobre : transfert du gouvernement républicain à Barcelone  
15 décembre : début de la bataille de Teruel (Aragon) ; les républicains ont l'avantage

### 1938

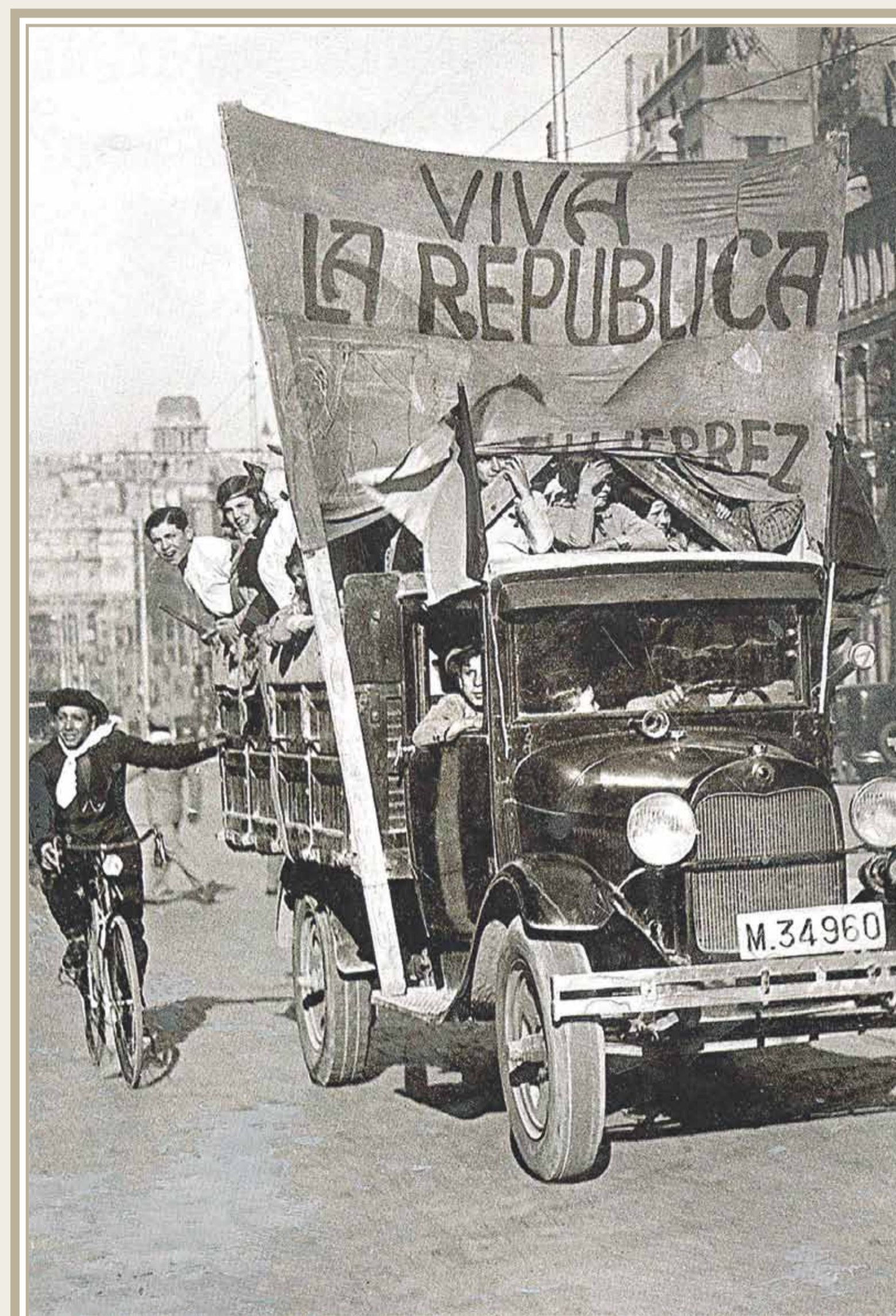
8 janvier : prise de Teruel par les républicains  
1<sup>er</sup> février : premier gouvernement de Franco  
22 février : reprise de Teruel par les franquistes  
13 mars : la France rouvre ses frontières à l'envoi d'armes aux républicains  
17 au 19 mars : bombardement de Barcelone par les Italiens  
15 avril : l'armée nationaliste atteint la Méditerranée (zone républicaine coupée en deux)  
juin : la France ferme à nouveau ses frontières avec l'Espagne républicaine  
24 juillet : offensive républicaine sur l'Ebre  
octobre : retrait des Brigades Internationales  
30 octobre : contre-offensive franquiste sur l'Ebre  
16 novembre : les républicains sont repoussés sur l'autre rive de l'Ebre

### 1939

15 janvier : la France permet à nouveau l'envoi des armes aux républicains  
26 janvier : chute de Barcelone, fuite de 450.000 réfugiés (Retirada) ; camps français  
5 au 10 février : occupation de la Catalogne par les franquistes  
25 février : accords secrets Bérard-Jordana entre la France et le nouveau pouvoir espagnol  
27 février : la France et la Grande-Bretagne reconnaissent le gouvernement de Franco  
28 février : démission d'Azaña  
6 mars : fuite du président Negrin et de la plupart des dirigeants républicains  
26 mars : chute de Madrid ; l'armée républicaine se rend



Créée en 1932, suspendue par la droite en 1934, rétablie par la gauche en 1936, la Generalitat de Catalogne (ci-dessus, manifestation à Barcelone) est une composante essentielle de la IIe République. Les nationalismes catalan et basque (naissance de la République autonome d'Euzkadi le 1er octobre 1936) sont partie prenante de la coalition républicaine au pouvoir en 1936.



L'avènement de la République puis celle du gouvernement de Front populaire suscitèrent espoir et enthousiasme.

## La gauche espagnole diverse et divisée



1 - Alphonse XIII, roi d'Espagne de 1902 à 1931 et le général Miguel Primo de Rivera, qui imposa la dictature de 1923 à 1930. 2 - Manuel Azaña (Izquierda Republicana, parti de la Gauche républicaine), président du Conseil de 1931 à 1933, président de la République de 1936 à 1939. L'un des principaux leaders du Frente Popular. 3 - Francisco Largo Caballero, dirigeant du PSOE. Chef du gouvernement républicain de septembre 1936 à mai 1937. 4 - Les anarcho-syndicalistes de la CNT et les anarchistes de la FAI sont de puissants alliés du Front populaire jusqu'aux affrontements de mai 1937 avec l'UGT et le PCE. 5 et 6 - Federica Montseny (CNT), Buenaventura Durruti (FAI), figures de premier plan de l'extrême-gauche espagnole des années 1930.



La Constitution de la II<sup>e</sup> République, adoptée le 9 décembre 1931.



Soldats républicains montant au front en 1936.